

Questions au Feuilleton

2. Des ministres, membres du cabinet, ont-ils démissionné de leurs fonctions d'administrateurs lors de leur assermentation au Conseil privé et, dans l'affirmative, qui sont ces ministres, quand ont-ils démissionné et de quelles entreprises ou sociétés s'agit-il?

3. Des ministres, membres du cabinet, ont-ils démissionné de conseils d'administration au cours des douze mois qui ont précédé leur assermentation comme membre du Conseil privé et, dans l'affirmative, qui sont ces ministres, quand ont-ils démissionné et de quelles entreprises ou sociétés s'agit-il?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): 1. C'est la politique du gouvernement comme l'a déclaré à la Chambre des communes le premier ministre le 18 juillet 1973 que les ministres sont tenus de ne pas occuper de postes d'administrateur de sociétés commerciales ou autres sociétés à but lucratif.

2. Oui. Voir ordres de dépôt du 14 mars 1966 et du 18 octobre 1973; les Débats de la Chambre des communes du 7 octobre 1968; l'honorable Robert Andras: Gibson Motors (1962) Limitée, a démissionné: le 18 septembre 1969; Gibson Lease & Rentals Limitée, a démissionné: le 18 septembre 1969; Andras Hague Limitée, a démissionné: le 1^{er} novembre 1969; et Stratwin Limited, a démissionné: le 1^{er} novembre 1969; l'honorable Barney Danson: a démissionné le 17 décembre 1974, comme administrateur de Danson Corporation Limited et Appleco Canada Limited, une filiale de Danson Corporation. L'honorable Hugh Faulkner: Helix Investment, le 27 novembre 1972; l'honorable Jeanne Sauvé: Bushnell Communications Limited—le 28 novembre 1972; le poste radiophonique CKAC, à Montréal—le 1^{er} décembre 1972.

3. Oui. L'honorable Alastair Gillespie a démissionné en septembre 1970 du conseil d'administration de W.J. Gage Ltd.

LA CAMPAGNE «POURQUOI PAS?»

Question n° 1288—M. Beatty:

1. Combien coûte en tout aux contribuables la campagne publicitaire présentement menée par le ministre responsable du statut de la femme, qui invite les Canadiens à écrire pour se procurer un macaron «Pourquoi pas?»?

2. Des 167 recommandations du Rapport de 1970 de la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada, combien le gouvernement en a-t-il mises en œuvre depuis la présentation de celui-ci, il y a déjà plus de quatre ans?

3. Si le macaron «Pourquoi pas?» se révèle un moyen efficace d'améliorer le statut de la femme au Canada, le gouvernement envisage-t-il d'émettre des macarons «Nous vaincrons» dans le cadre de sa lutte contre l'inflation?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Au 24 janvier 1975, le coût total de la campagne publicitaire invitant les Canadiens à écrire pour se procurer les informations concernant l'Année internationale de la femme se chiffre à \$750,000. Ceci comprend les coûts d'achat d'espace publicitaire dans les journaux et de temps publicitaire à la radio et à la télévision ainsi que la production, la distribution et les coûts de manutention des annonces dans les journaux, des rubans pour la radiodiffusion et des messages télédiffusés. Les dépenses pour répondre aux demandes faisant suite à cette campagne publicitaire ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.

2. Voici un exposé succinct de l'état actuel des 122 recommandations qui ont été formulées dans le Rapport de la Commission royale d'enquête sur le statut de la femme et qui sont du ressort du gouvernement fédéral: 69 recommandations ont été appliquées. 8 recommandations seront appliquées lorsque les projets de loi, dont la Chambre est saisie actuellement, seront adoptés. 8 recommandations

seront comprises dans les textes de loi annoncés par le gouvernement. 9 recommandations requièrent la prise de mesures administratives et sont en voie d'application. 8 recommandations ont des conséquences sur le double plan fédéral et provincial; on est en train de les étudier avec les provinces. 8 recommandations ont été appliquées partiellement. 12 recommandations n'ont pas été appliquées.

3. Voir *Précis de procédure parlementaire*, Beauchesne, 4^e édition, Commentaire 171 a), g), j) et commentaire 181(3).

LES FRAIS PUBLICITAIRES DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Question n° 1338—M. Huntington:

1. Combien a coûté la publicité du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour les années 1972-1973 et 1973-1974?

2. Quelle est la ventilation des programmes, eu égard au coût total de la publicité pour ces mêmes années?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Pour 1972-1973:—\$30,040. Pour 1973-1974:—\$197,743.

2. Voir ci-après.

	1972-1973	1973-1974
	\$	\$
Recherche sur les politiques et planification à long terme		
Perfectionnement et coordination des politiques et des programmes	Sans objet	1,230
Santé et sport amateur		
Sport Canada	1,786	2,205
Loisirs Canada	5,874	
Centre administratif des sports et loisirs	2,072	4,148
Services médicaux	9,378	7,022
Régime de pensions du Canada	3,790	173,223
Protection de la Santé	7,083	6,344
Sécurité du revenu		
Sécurité de la vieillesse		778
Administration	55	2,793

LES FRAIS PUBLICITAIRES DU MINISTÈRE DES POSTES

Question n° 1341—M. Huntington:

1. Combien a coûté la publicité du ministère des Postes pour les années 1972-1973 et 1973-1974?

2. Quelle est la ventilation des programmes, eu égard au coût total de la publicité pour ces mêmes années?

M. Raynald Guay (secrétaire parlementaire du ministre des Postes): 1. Coût total de la publicité: 1972-1973, \$1,945,851; 1973-1974, \$2,002,732.

2. 1972-1973: Programmes de commercialisation et de philatélie, entre autres, la postpak, la poste certifiée, la téléposte, les mandats-poste, la poste garantie, les nouveaux tarifs, etc., \$740,716; Programme de codage, \$548,109; Soutien d'exploitation, y compris «Postez tôt», «Adressez correctement», l'identité générale, le transport par contrat, la publicité régionale, etc., \$657,026; total, \$1,945,851; 1973-1974: Programmes de commercialisation et de philatélie, entre autres, la poste garantie, la poste certifiée, la postpak, les normes des postes, les mandats-poste, les entiers postaux, etc., \$799,609; Programme de codage, \$655,984; Soutien d'exploitation y compris «Postez tôt», l'identité